



ROLAND MARCHAL

LE CONFLIT AU DARFOUR, POINT AVEUGLE DES NÉGOCIATIONS NORD-SUD AU SOUDAN*

LA CRISE AU DARFOUR EST PLUS ANCIENNE QUE FÉVRIER 2003. ELLE S'EXPLIQUE PAR LA MONTÉE DE CONTRADICTIONS LOCALES EXACERBÉES PAR LA POLITIQUE SÉCURITAIRE DE KHARTOUM, LA MARGINALISATION ÉCONOMIQUE DE CETTE RÉGION ET LES EFFETS DE L'AUTORITARISME AU TCHAD VOISIN. LE FAIT QU'ELLE PRENNE FORME À CE MOMENT ILLUSTRE LES POINTS AVEUGLES DE LA NÉGOCIATION ENTRE LES INSURGÉS DU SUD-SOUDAN ET LE GOUVERNEMENT CENTRAL. LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE, PROLIXE EN FORTES DÉCLARATIONS, A FLUCTUÉ DANS SON ENTENDEMENT DE LA CRISE JUSQU'À AUJOURD'HUI.

La guerre au Darfour surgit dans l'actualité en février 2003 alors que l'attention internationale était ailleurs, sur les négociations en cours pour le Sud-Soudan, sur le nouveau contexte régional créé par la lutte antiterroriste, et peut-être aussi sur la constitution d'une économie pétrolière transnationale impliquant une bonne partie des pays du bassin du lac Tchad¹. Ce n'est qu'à partir de la fin 2003 que ce comportement évolue pour arriver, à l'été 2004, au vote de deux résolutions du Conseil de sécurité et à une mobilisation des opinions publiques sur cette crise.

D'inconnu et de marginal, le Darfour, en l'espace de quelques éditoriaux et articles de journalistes audacieux, se transformait en *complex emergency*, avec la mise en spectacle de la misère, la construction des victimes et des coupables. Au moins 50 000 morts, plus de un million de déplacés, près de

* Ce texte est une version abrégée d'une analyse plus longue développée dans : « Le Soudan d'un conflit à l'autre », *Les Études du CER*, n° 107, septembre 2004.

1. Voir le dossier sur ce thème dans *Politique africaine*, n° 94, juin 2004, p. 7-104.



200 000 réfugiés au Tchad : telle était la sordide arithmétique de cette « petite » guerre. La célébration du dixième anniversaire du génocide rwandais et le désir des plus hauts responsables internationaux de ne pas être une fois de plus pointés du doigt pour leur silence incitaient à de fortes déclarations.

Il s'agit d'abord, dans la suite de ce texte, de restituer les dynamiques du conflit, ses enjeux politiques locaux et nationaux, et d'essayer de comprendre pourquoi une crise de cette ampleur a pu se développer et le gouvernement soudanais accepter de payer un tel prix diplomatique pour un conflit qui ne le menaçait pas directement.

Compte tenu du discours dominant sur cette crise, il a paru nécessaire de faire de longs développements sur le contexte écologique et ethnique du Darfour. Pourtant, il est essentiel de ne pas s'y tromper. Cette guerre civile ne relève pas simplement du dérèglement des rapports de voisinage entre groupes différents ; elle cristallise, au contraire, trois dynamiques d'importance inégale, qui ont chacune leur propre temporalité : la déstabilisation de l'économie politique d'une région, le dévoilement du rôle de l'État et les effets de la guerre civile au Tchad hier et aujourd'hui.

MODES DE PRODUCTION ET TRANSFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

AU DARFOUR

Le Darfour est une région du Soudan équivalente en superficie à celle de la France et est peuplé de plus de 6 millions d'habitants sur une population soudanaise estimée à plus de 32 millions. De façon très schématique, le Darfour peut se diviser en trois zones. Si, au centre de la région, et tout particulièrement dans le Djebel Marra, existe une agriculture significativement développée, ailleurs prédominent des zones de savane et de désert laissant donc la possibilité au développement d'agropastoralisme et de semi-pastoralisme.

Dans cette partie centrale se trouvent de nombreux groupes classifiés aujourd'hui comme « africains » (ou *zourga*) : on doit citer notamment les Four, les Masalit, les Berti, les Bergid, les Tama, les Tounjour, etc. Les cultures traditionnelles sont le mil, le sorgho, l'arachide, le sésame, les fruits, la gomme arabique. Il faut évidemment penser en termes de transition d'une économie d'autosubsistance à une économie monétarisée, avec un rôle croissant des commerçants et du négoce des récoltes pour l'économie familiale. Les migrations vers les grandes villes ou comme travailleurs agricoles dans les zones irriguées se sont également intensifiées depuis les années 1960 et participent aussi de la prise de conscience politique des populations.

Dans la partie septentrionale, essentiellement au Nord-Darfour mais aussi dans une partie du Darfour occidental, compte tenu de la rareté des pluies, pour

l'essentiel, ovins et camélidés sont élevés par les Beni Hussein, les Zeyadiyya, les Mahamid, les Mahariyya, les Ereigat, les Zabalat et, dans le Darfour occidental, les Nawayba et les Awlad Rashid. Ces groupes seraient classifiés comme « arabes », mais d'autres groupes qui seraient « africains » font de même, notamment les Zaghawa et les Meidob. Dans le Sud, au contraire, les conditions climatiques et aquifères autorisent l'élevage du bétail, à l'instar des Rizeigat, Habbaniyya, Taisha, Beni Halba, Maaliya, Miseiriyya, Salamat, Beni Hussein et Beni Mansour. D'autres font de même mais n'appartiendraient pas à ces groupes « arabes », notamment les Fellata près de Toulous, les Gimir et les Fellata Ambororo².

Il convient de nuancer d'emblée cette description trop rigide : ces divisions liées au mode de production sont réelles mais elles ne sont pas absolues. Les pasteurs ont souvent une partie de leur lignage qui est sédentarisée et cultive ce qui est possible (mil, sorgho notamment) pour compléter les ressources traditionnelles. De plus, les chemins de migration sont relativement définis et font d'ailleurs l'objet de négociations avec l'État et les communautés sédentaires pour limiter les conflits³. Cette codification, la volonté de donner une instruction religieuse aux enfants dans des écoles coraniques (elles ne sont pas toutes mobiles) et le développement de marchés incitent donc à une sédentarisation sélective dans le cadre d'une division des tâches au sein de lignages élargis.

Cette situation déjà dynamique a été considérablement affectée par les sécheresses récurrentes qui ont frappé le Darfour notamment, pour ce qui nous préoccupe, dans les années 1969-1974 et 1983-1985⁴. Celles-ci ont eu plusieurs effets majeurs sur les sociétés pastorales. Elles ont limité l'ampleur des migrations autour d'un point moyen qui s'est rapproché de la zone centrale du Darfour, augmentant ainsi la pression sur celle-ci. Par exemple, les Rizeigat nomadisaient encore au nord d'el-Fasher au début des années 1960. Aujourd'hui, ils s'arrêtent au sud de la capitale du Nord-Darfour. Les sécheresses ont également modifié la carte démographique de la région en disséminant certains groupes au-delà de leur zone d'établissement traditionnelle, inaugurant la

2. Sur le pastoralisme et ses problèmes au Darfour, consulter : Al-Massar, *Pastoralist Baseline Survey, Greater Darfur 2003*, Khartoum, 2003, miméo. Le site <<http://www.darfurinfo.org/>> fournit également toute une série de rapports d'ONG et de littérature grise sur la région, son agriculture et le pastoralisme.

3. Le Soudan n'a pas en ce sens de politique particulière par rapport à d'autres pays où le pastoralisme est présent.

4. Pour une liste des sécheresses ayant affecté cette zone et leurs conséquences, voir A. de Waal, *Famine that Kills. Darfur, Sudan, 1984-1985*, Oxford, Clarendon Press, 1989.



possibilité de nouvelles migrations. Ainsi, les Zaghawa sont présents au Nord-Darfour où ils disposent de leur territoire traditionnel (*dar*), mais aussi aujourd'hui dans le centre et le sud de cette province. De même, les sécheresses ont poussé à une sédentarisation plus grande d'une partie de ces populations, sans commune mesure avec les stratégies familiales propres à l'économie pastorale d'antan. Si cette immobilisation ne constituait pas en soi un facteur belligène, l'absence de toute politique de développement d'une économie urbaine posait, quant à elle, problème, car leur présence recomposait un marché du travail et aiguisait la compétition. On peut imaginer que les *janjawid*⁵ (bandits de grand chemin) ont pu y trouver un bassin de recrutement. De la même manière, il serait profondément inexact de penser les paysans enfermés dans leurs traditions⁶. La transformation des méthodes d'irrigation, la plus grande accessibilité aux méthodes de pompage, le développement urbain et donc la possibilité de cultures périurbaines ont généré des changements. Ceux-ci ont été également dynamisés par la volonté des paysans de consolider par eux-mêmes des mécanismes de résistance aux sécheresses et d'accroître leur autonomie productive. Sans surprise donc, il s'en est suivi une extension des terres mises en culture ou servant de pâturages et des *enclosures*, sans forcément qu'il y ait eu de consultation avec les pasteurs disposant de troupeaux alentour.

Ces évolutions, on le conçoit, multiplient les sources possibles de compétition, mais des pans entiers du droit coutumier sont consacrés à leur régulation. Cette dernière suppose évidemment la légitimité des structures d'encadrement traditionnelles et une non-politisation des chefs coutumiers, phénomènes qui tendanciellement ont été de façon croissante contestés par les évolutions économiques et les stratégies des partis politiques désireux de s'attirer des clientèles.

Une telle description pose la double question de la propriété et de la gestion de la terre. C'est en effet l'un des enjeux de la crise, aujourd'hui comme hier. Dans l'économie morale des populations du Darfour, un certain nombre de groupes, à travers leurs autorités traditionnelles (sultanat, etc.), contrôlent la gestion de la terre. Ils possèdent un territoire spécifique à l'instar des Four, des Zaghawa, des Masalit mais aussi des Rizeigat au Sud-Darfour. Ces autorités traditionnelles peuvent octroyer un droit de passage ou l'usufruit de terres à des nouveaux venus, contre paiement d'une dîme sur leurs récoltes, par exemple : ces terres sont alors appelées *hakura*. On peut donc imaginer l'un des clivages essentiels de l'économie du Darfour : les pasteurs doivent se déplacer mais leurs zones de migration et de campement sont définies par des accords négociés. Bien qu'ils soient souvent les mieux armés et les plus aguerris, ils doivent s'en remettre à un accord des populations autochtones avant de s'installer à proximité d'un puits.

Un tel système peut fonctionner sans problème dès lors qu'il y a une grande disponibilité de terres (ce qui, compte tenu de la superficie de la région, est probable) et que les pluies sont suffisantes. Mais ce système peut s'avérer également très fragile. Par exemple, les sécheresses locales sont la norme année après année au Nord-Darfour, incitant à changer les chemins de migration et à se rapprocher des puits les plus sûrs. De plus, l'équation démographique joue dans un cadre écologique précaire. L'arrivée de pasteurs qui fuient, par exemple, des razzias au Tchad renforce la pression sur des infrastructures très limitées.

Enfin, ce mode de gestion du foncier a depuis longtemps suscité des revendications : certains groupes autochtones ont voulu nier toute représentation dans l'administration locale aux groupes qui ne possédaient pas de *dar*, quelle que soit leur réalité démographique. Dans la mesure où on est dans un système de souveraineté multiple, il n'y a pas de solution évidente à ces problèmes : seule une neutralité informée de l'État peut contenir ces tensions. Or, celle-ci a dramatiquement fait défaut, pour des raisons multiples, certaines contingentes (la personnalité d'un gouverneur), d'autres structurelles (la fidélité au régime plus que l'application du droit).

À ce stade de l'analyse, il est important de s'arrêter sur le contenu des termes *Zourga* et « Arabes » utilisés pour expliquer les clivages qui ont suscité le conflit actuel au Darfour. Un certain nombre de spécificités doivent inciter à ne pas utiliser ces catégories en les décalquant sur la représentation commune du conflit au Sud-Soudan⁷, en particulier en les dotant d'emblée du même contenu ethnique.

D'abord, toutes ces populations sont musulmanes et fières de l'être⁸. Il y a un ethos qui pousse les gens à accroître leur proximité avec la culture de l'Islam et le Prophète. On le constate couramment dans la valorisation de

5. Littéralement, « mauvais esprit sur un cheval ».

6. Voir L. Holy, « Cultivation as a long-term strategy of survival : the Berti of Darfur », in D. Johnson et D. Anderson (eds), *The Ecology of Survival. Case Studies from Northeast African History*, Londres, Lester Crook Academic Publishing, 1988, p. 135-154.

7. C'est un conseil maintes fois répété par les plus grands historiens de cette région. Voir R. O'Fahey, *State and Society in Dar Fur*, Londres, Hurst and Co., 1980, et, surtout, M. Horowitz, « A reconsideration of Eastern Sudan », *Cahiers d'études africaines*, VII (3), 1967, p. 381-400.

8. C'est l'une des grandes différences à prendre en compte lorsqu'on veut faire un parallèle avec une autre « sale guerre », celle dans les monts Nouba, qui a également nourri des accusations de génocide contre l'actuel régime à Khartoum.



la langue arabe ou dans la reconstruction des généalogies des groupes pour les lier soit à la tribu du Prophète Mohamed, soit même à ses parents plus ou moins proches. L'histoire orale de la fondation du sultanat four explique ainsi qu'un Arabe, Ahmed al Magrou, construisit la première mosquée au Darfour, épousa une princesse de la dynastie Keira des Tounjour et fonda la famille « royale » four (ce genre d'histoire est absolument commun dans le monde islamique)... Donc, les Zaghawa et les Four, acteurs « africains » de cette guerre, se revendiquent respectivement comme Zaghawa ou Four mais ne sont guère portés, *a priori*, à se revendiquer comme « Africains » dans une opposition aux « Arabes » : s'ils le font aujourd'hui, c'est un effet du discours international. Si le terme *Zourga* est utilisé depuis longtemps, il faut peut-être, comme nous y invitent les grands historiens de cette région, lui donner plutôt un sens contextuel de spécialisation économique : les *Zourga* sont les agriculteurs, les populations autochtones, en regard des pasteurs qualifiés d'Arabes. Ces divisions ne sont pas absolues. Une approche sociolinguistique confirmerait d'ailleurs cette relativité. Des populations comme les Meidob (liés aux Nubiens du sud de l'Égypte) ou les Zaghawa sont des pasteurs non arabes et certains sous-groupes four proviennent d'une agglomération d'anciens nomades sédentarisés (*dar Kunjara*). Cela met l'accent sur une autre réalité que connaissent bien tous les chercheurs qui travaillent sur des sociétés agropastorales, à savoir l'importance des mariages entre groupes et l'assimilation réciproque, au-delà des discours ethniques ou claniques⁹. Par exemple, les intermariages entre Beni Halba et Four sont extrêmement nombreux et rendent donc l'escalade d'un conflit entre les deux groupes plus difficile.

Néanmoins, comme toute taxinomie sociale, la signification *Zourga*/ Arabe a évolué dans les deux dernières décennies. Elle s'est, en particulier, peu à peu enrichie d'un contenu ethnique. L'explication en est complexe et tient à plusieurs aspects sur lesquels on reviendra par la suite : les luttes au sein de l'élite régionale pour l'accès à l'État – un accès dont l'importance change au début des années 1980 à cause d'une réforme constitutionnelle puis de la démocratisation – et surtout la récurrence de conflits intérieurs à la région dans la seconde moitié de cette décennie et la polarisation induite par le conflit au Sud-Soudan.

LA CRISE TCHADIENNE

Pour comprendre la guerre au Darfour, il est essentiel de garder à l'esprit sa position de sanctuaire pour les opposants au régime tchadien voisin. On ne reviendra pas ici sur le partage colonial, mais plutôt sur les crises violentes du Tchad qui, de 1980 à aujourd'hui, ont contribué à attiser les tensions au Darfour.

S'il ne s'agit pas, comme le fait aujourd'hui Khartoum, de blâmer les « étrangers » pour les infamies qui s'y déroulent, il faut voir que la guerre au Darfour révèle aussi une archéologie des conflits et une réalité peu amène du pouvoir actuel au Tchad.

Le renversement de Goukouni Weddeye par Hissène Habré en 1982 ne marqua pas le terme d'une présence militaire tchadienne au Darfour¹⁰. Jusqu'alors les partisans de H. Habré y avaient été encadrés par les services égyptiens, américains et français, tous avides d'en découdre avec la Libye du colonel Qadhâfi, dont l'armée avait tenu sur les fonts baptismaux ce dirigeant tchadien¹¹. En effet, d'abord sous forme de migrations forcées dues à l'insécurité au Tchad et à la terrible sécheresse de 1983-1985, puis grâce au renversement du maréchal Nimeyri et à l'accession au pouvoir de Sadeq el-Mahdi, les groupes tchadiens venaient s'installer au Darfour. Parmi eux, les partisans d'Acheikh Ibn Omar, qui dirigeait alors le Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), recrutant pour l'essentiel dans les tribus arabes tchadiennes. En 1988, les Zaghawa entraient en dissidence avec Hassan Djamous qui fut tué peu après.

La Libye n'avait pas accepté son échec et conservait un rôle important dans la politique tchadienne. Le nouveau Premier ministre soudanais, Sadeq el-Mahdi, avait été pendant des années l'hôte de Tripoli. Après le renversement de son allié tchadien, Goukouni, la Libye vola au secours d'Acheikh Ibn Omar et de ses nouveaux alliés zaghawa en leur fournissant armes et munitions. Les autorités soudanaises ne firent rien (ou trop peu) pour stopper ces flux d'équipements militaires. Cette passivité ou impuissance était interprétée localement à l'aune de l'amitié qui liait les dirigeants soudanais et libyen. La présence de ces différents groupes entraîna très rapidement des troubles et des affrontements au sein de la population, car elle ajoutait des tensions à une situation rendue déjà très difficile par la sécheresse, l'accès très inégalitaire à l'aide humanitaire et aux compétitions politiques qu'avait rouvertes le retour de la démocratie.

9. Typiquement la situation des Digil-Mirifle dans le centre-sud de la Somalie. Mais on pourrait arguer que cela est également vrai dans d'autres groupes connus pour leur plus grande implication dans le nomadisme. Voir, par exemple, les Moallim Diblawe des Abgal Waïle.

10. Voir R. Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984)*, Paris, Karthala, 1987.

11. Voir le livre à la tonalité très « américaine » de J. Millard Burr et R. O. Collins, *Africa's Thirsty Years War. Libya, Chad and the Sudan, 1963-1993*, Boulder, Co., Westview Press, 1994.



Hissène Habré ne resta évidemment pas passif. Ses troupes multiplièrent les incursions en territoire soudanais, détruisant camps et villages, et pillant, sans grande distinction, réfugiés tchadiens et populations autochtones. Surtout, il arma les groupes qui pouvaient s'opposer à ses ennemis : les Four, notamment, bénéficièrent alors d'une aide militaire substantielle car ils étaient entrés en conflit contre leurs voisins zaghawa. Cette stratégie se retourna peu à peu contre le dirigeant tchadien car les Zaghawa soudanais, initialement peu impliqués dans la crise tchadienne, se mobilisèrent à la fin des années 1980 aux côtés du successeur de Hassan Djamous, Idriss Deby, tant ils souffraient des embuscades orchestrées par les forces de H. Habré. Idriss Deby réussit à renverser Habré au terme d'une contre-offensive éclair lancée à partir du territoire soudanais en novembre-décembre 1990.

Ailleurs au Darfour, mais plus au sud, la situation s'était dégradée pour d'autres raisons. L'armée soudanaise, dès 1985, arma des groupes du Sud-Darfour (Arabes) afin de mettre fin aux pénétrations des Dinka ou de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) dans cette zone. Les *Murahalin*¹², comme on les appelait, ne pouvaient qu'aider leurs parents vivant plus au nord et les achalander en armes et en munitions dont ils étaient alors généreusement dotés par le gouvernement. Les Four, qui avaient déjà fort à faire avec les Zaghawa, étaient, quant à eux, attaqués sur un autre front.

Pourtant, la dégradation de la situation au Darfour ne laissait pas la classe politique soudanaise passive. En mars 1988, des manifestations eurent lieu dans la capitale pour critiquer l'immobilisme du gouvernement et exiger une intervention de l'armée et de la police pour restaurer l'ordre dans cette région¹³. En juin 1989, quelques semaines avant le coup d'État d'Omar el-Beshir, une conférence de paix se tint finalement entre 27 groupes arabes et les Four pour régler la crise. Elle exigeait notamment une présence plus forte de l'appareil d'État pour rétablir la sécurité, lutter contre le banditisme et éviter que des incidents mineurs ne dégénèrent en confrontations d'envergure. La prise de pouvoir par les islamistes pouvait donner l'impression que l'État entendait jouer son rôle tant il réaffirmait son autorité. Mais cela exigeait des moyens, une attention constante et un intérêt politique que personne dans les cercles dirigeants n'avait.

Le Soudan d'Omar el-Beshir gagnait au Tchad un allié fidèle et sûr, et cette victoire manifestait les liens multiformes entre les deux pays tant pour les Zaghawa que pour les groupes qualifiés d'Arabes. Les dirigeants soudanais, libyen et tchadien entretenaient depuis lors des relations de bon voisinage et la logique de confrontation avait vécu. On en avait pour preuve le développement, sur une grande échelle, d'un commerce triangulaire où les marchandises achetées dans les pays méditerranéens ou dans le Golfe (Djeddah et Dubaï)

transitaient par Tripoli et Port-Soudan pour être échangées à Koufra, Abéché ou el-Fasher. Cette prospérité relative se manifestait également par la grande vitalité du « marché libyen » à Omdurman et surtout par l'émergence d'une communauté d'affaires zaghawa à Khartoum et dans les Émirats arabes unis.

Pourtant, l'actualité tchadienne allait à nouveau interférer avec la situation au Darfour. D'une part, arrivé au pouvoir grâce à l'aide des Zaghawa soudanais, Idriss Deby entendait néanmoins les renvoyer chez eux dès lors que leur présence n'était plus utile. Ces combattants furent donc les premiers remerciés et retournèrent au Soudan avec un petit pécule et des ambitions déçues. Néanmoins, un accord avait été conclu : les Zaghawa tchadiens devaient se porter au secours de leurs parents soudanais dès que ceux-ci en feraient la demande¹⁴. De plus, les luttes factionnelles internes des partisans d'Idriss Deby l'amènèrent à faire assassiner Abbas Koty et d'autres Zaghawa Kobe¹⁵, un acte qui ne servit pas sa popularité au Darfour et fut rappelé lorsque les mouvements insurgés qui prirent forme au début des années 2000 souffrirent de son alignement sur Khartoum. Enfin, les Zaghawa arrivés au pouvoir à N'Djamena n'eurent pas le triomphe modeste et, avec ou sans l'aide directe de l'armée ou de la garde présidentielle, lancèrent, ici et là, des razzias dans le Ouaddaï pour voler le bétail de groupes arabes (tchadiens). Ceux-ci, sans illusion sur le résultat d'une confrontation, choisirent d'aller s'installer au Darfour, soit parce qu'ils y avaient déjà résidé dans les années 1980, soit parce que des groupes qui leur étaient apparentés étaient disposés à les accueillir. C'est sans doute l'une des explications possibles de la très forte croissance démographique

12 A. de Waal, « Some comments on militias in contemporary Sudan », in H. Bleuchot, C. Delmet et D. Hopwood (eds), *Sudan: History, Identities and Ideologies*, Exeter, Ithaca Press, 1991. M. M. Saleh et S. Harir, « Tribal militias. The genesis of national disintegration », in S. Harir et T. Tvedt (eds), *Short-Cut to Decay: The Case of the Sudan*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1994, p. 186-203.

13. Elles étaient organisées par un Conseil national pour la sauvegarde du Darfour. Les députés du Darfour du parti Oumma reçurent l'ordre de Sadeq de ne pas se joindre à ces manifestations. Deux députés du Darfour du FNI (Front national islamique) démissionnèrent alors et rejoignirent le PUD (Parti unioniste démocratique). L'un d'entre eux, le Dr Farouq Ahmed Aden, est aujourd'hui l'un des nombreux « émissaires de paix » du gouvernement au Darfour.

14. Entretiens, Paris, mars 2004, et Dubaï, mai 2004.

15. Les Zaghawa se divisent en multiples fractions qui ont été étudiées en France par Marie-José Tubiana. Idriss Deby appartient au sous-clan des Bidayat, dont le territoire est au Tchad. Les Kobe, quant à eux, vivent sur la zone frontalière entre le Tchad et le Soudan et bénéficient d'une élite significative, notamment au niveau du négoce. Les Twer sont des Zaghawa dont le territoire est entièrement sur le sol soudanais. On laissera de côté les autres groupes. On peut trouver nombre d'informations sur le site <<http://www.tchad-info.net/>>. Les pages du 9 et du 16 janvier 2004 fournissent un certain nombre de données sur la répression des opposants tchadiens au Soudan.



dans le Darfour entre le recensement de 1993 et celui de 2002¹⁶. Si l'on en croit des représentants des mouvements insurgés, ces groupes ont fourni nombre de recrues *janjawid*, notamment dans la région du Nord-Darfour.

Une autre péripétie allait jouer un rôle dans la construction de la crise actuelle au Darfour : la brève et quelque peu dérisoire épopée de Daoud Yahya Bowlad, qui s'acheva par son exécution en décembre 1991, avant même son procès. Il peut être considéré comme une figure emblématique de la manière dont les élites de cette région réagissent aux exactions de la part de la capitale. Daoud Yahya Bowlad, né en 1952 dans une famille four connue pour son soutien au parti Oumma, était devenu un militant islamiste dès l'école secondaire et gravit les échelons de l'organisation du mouvement de Hassan el-Tourabi alors même qu'il poursuivait ses études d'ingénieur à l'université de Khartoum, pépinière de l'élite politique et administrative nationale. Militant hors pair, il était devenu le président de l'Union des étudiants de l'université de Khartoum. Las, il retourna finalement à Nyala au Darfour et fit carrière tout en maintenant son engagement militant. Sa rupture avec le mouvement eut lieu en 1988, lorsque le conflit au Darfour atteignit son apogée : Daoud Yahya Bowlad soutint les Four contre le FNI et rompit avec son organisation en 1989. Il ne réapparut qu'à l'automne 1991 à la tête d'une colonne de l'APLS. Khartoum réagit alors avec une violence qui n'est pas sans rappeler celle à l'œuvre depuis la mi-2003 : une politique de la terre brûlée et la constitution de milices pour mener la guerre plutôt que l'utilisation d'une armée peu enthousiaste à la tâche.

De cet épisode tragique et peu connu on peut tirer au moins deux conclusions. La première est que la stratégie de Bowlad a échoué : ce dernier avait escompté un soulèvement des siens, les Four, par la simple présence de combattants de l'APLS¹⁷. Cela ne se produisit pas et il n'y eut pas identification des uns aux autres : au Soudan comme ailleurs, l'alliance des marginalisés ne va pas de soi et l'on ne peut pas simplement ajouter des revendications sous prétexte qu'elles visent le même pouvoir et prétendent avoir des fondements identiques. La seconde est que cette tragédie (des villages entiers furent détruits pour avoir accueilli *volens nolens* les partisans de Bowlad) démontra au gouvernement qu'il pouvait compter sur l'intervention de certains groupes mais escompter la passivité d'autres en cas de menace. La méfiance envers les Four se développait d'autant plus que les sympathisants de l'APLS développaient à leur égard un discours qu'on peut synthétiser ainsi : « Vous, Four, les Arabes vous ont convertis à l'islam pour que vous ne les combattiez pas. » L'idée germa alors de récompenser les premiers, quitte à humilier les seconds. Ce choix, ou plutôt cette tendance – tant il est important de concevoir que la politique vis-à-vis du Darfour n'a jamais fait l'objet de consultations significatives

sauf lorsque les affrontements y devenaient trop importants – se manifesta dans des réformes ou dans la manière dont des réformes furent mises en œuvre au Darfour.

La première fut la remise en cause de l'unité du grand Darfour et sa division en trois États à partir d'une réforme constitutionnelle instaurant le fédéralisme pour l'ensemble du Soudan en 1994 : Nord-Darfour, Darfour occidental et Sud-Darfour. Cette réforme divisait le groupe le plus nombreux, les Four, en trois et donc ne pouvait que réduire son influence et le mécontenter. Elle fut suivie d'une rationalisation de l'administration locale à l'image de celle mise en place au Sud-Kordofan. Cette réforme redessina des circonscriptions administratives et donnait à des groupes « non autochtones » le contrôle de certaines d'entre elles, surtout dans le Darfour occidental : l'attribution de *dar* ou de *hakura*, sans suivre le mode traditionnel esquissé plus haut, devenait possible et, dans le même temps, les autorités les plus importantes (notamment les sultans des trois principaux groupes zourga, les Zaghawa, les Masalit et les Four) étaient rabaissées au rang de chefs de tribu. Cet épisode est essentiel pour comprendre l'origine des troubles dans le Darfour occidental.

Cette réforme mise en place à partir de 1996 n'avait pas les mêmes implications partout, mais elle a produit ou contribué à produire une constellation d'incidents et d'affrontements auxquels le gouvernement régional a répondu de façon totalement inadéquate. Caractéristique est, à ce niveau, le conflit qui opposa les Masalit à des pasteurs arabes à partir de 1998. Le gouvernement ne prit conscience que tardivement de la gravité du conflit, mais joua finalement son rôle de médiateur. Au terme d'une grande conférence où participèrent officiels de Khartoum, figures politiques locales et chefs traditionnels, un accord de paix fut conclu, dans l'acrimonie, certes, mais avec une garantie de la part de l'État de verser des dédommagements (*diyya*) et de contraindre les fortes têtes à le respecter. Cependant, cette bonne (?) volonté de l'État ne dura pas : une très faible partie de l'accord fut mise en pratique, ouvrant la voie à une reprise des hostilités.

À l'aube de la révolte actuelle, les États du Nord-Darfour et du Darfour occidental n'étaient donc pas à feu et à sang malgré tous les indicateurs au rouge. Comme l'écrivait, en 1994, Sharif Harir à propos de la situation des années 1980,

16. Une croissance que souligne le rapport de l'ONG soudanaise al-Massar : les nomades étaient estimés à 259 887 selon le recensement de 1993 et à plus de 575 268 en 2002.

17. Certains expliquent l'échec par le fait que la plupart des recrues étaient étrangères au Darfour et venaient des monts Nouba et, bien sûr, du Sud-Soudan.



tous les éléments d'une escalade étaient réunis sans qu'aucun eût en lui-même une capacité de déstabilisation radicale de la situation. Particulièrement préoccupant était l'accroissement du banditisme social et de grand chemin (surtout au Nord-Darfour), une réalité importante que le gouvernement essaie d'utiliser aujourd'hui pour masquer l'ampleur de la guerre au Darfour. Mais il faut également mentionner une constellation de conflits fonciers et autres. Ces dynamiques d'invololution se développent dans la région alors que la présence de l'État est faible et finit par être totalement partisane. C'est à Khartoum qu'est le gouvernement, et c'est bien sûr le gouvernement qui est comptable de ces négligences, de la passivité face à l'accumulation de signaux d'une déstabilisation radicale de l'ordre public dans cette région.

L'ÉMERGENCE DES MOUVEMENTS INSURGÉS AU DARFOUR :

INTERROGATIONS

En février 2003, pour la première fois, la responsabilité d'incidents armés était revendiquée par une organisation politique, le Front de libération du Darfour, qui devait changer de nom quelques semaines plus tard et adopter son appellation actuelle : le Mouvement de libération du Soudan / Armée de libération du Soudan (MLS / ALS)¹⁸. Un autre mouvement apparaissait également, le Mouvement pour l'égalité et la justice (MEJ). Les plates-formes politiques de ces mouvements consistaient surtout en une critique en règle de l'attitude historique de l'État central vis-à-vis de leur région¹⁹. Des contacts, en février 2003, entre figures du régime et sympathisants du premier groupe à el-Fasher concluaient à la nécessité du dialogue et au refus d'une résolution militaire de la crise. Mais rien ne se passait au niveau politique. Plus que leurs revendications, la prise de contrôle, en avril 2003, pendant quelques heures, de l'aéroport d'el-Fasher où d'importantes quantités de matériel militaire furent détruites ou volées, puis, un mois plus tard, celle de la deuxième ville de cet État fédéral, Mellit, démontrèrent que ces mouvements constituaient une menace bien plus sérieuse qu'on ne l'avait estimé à Khartoum. La guerre totale était à l'ordre du jour.

Nous allons tenter ici de fournir quelques éléments sur la généalogie de ces groupes. Dans la mesure où ils demeurent très mal connus, de nombreuses hypothèses devront être vérifiées.

La création d'élites modernes au Darfour est relativement tardive, à la mesure du développement de son système d'enseignement : le premier lycée date de 1959 à el-Fasher. De fait, la formation des premières générations s'est faite ailleurs, à el-Obeyyed au Kordofan ou directement dans la capitale. L'élite politique élue alors avait peu d'appétence pour l'instruction formelle ou

préférerait déjà se concentrer sur ses intérêts dans la capitale. C'est d'ailleurs l'un des clivages initiaux qu'on retrouve également au Tchad et dans d'autres pays à large population nomade : il y a une certaine résistance à la scolarisation, due non seulement aux contraintes de la migration, mais aussi à la perception d'une déculturation (et même christianisation) liée au fait que les écoles ont d'abord été gérées par l'appareil d'État colonial. Cette situation fournit initialement deux trajectoires d'élites distinctes : certaines étaient propulsées à des postes politico-administratifs en raison de leur appartenance partisane et en dépit d'un faible niveau d'instruction (notamment les Zaghawa et les groupes arabes, tous au parti mahdiste) ; d'autres connaissaient une progression plus lente dans les rangs de l'élite car elle dépendait de leur niveau de scolarisation (notamment les Four, les Berti, les Masalit, etc.).

Cette situation éclaire les conditions d'émergence du Front pour le développement du Darfour (FDD) en 1964. Ses fondateurs, tous des instruits, eurent une vie politique bien remplie. Son premier président, Ahmed Ibrahim Diraige (Four), fut élu en 1968 au Parlement sous l'étiquette Oumma ; il fut gouverneur du Darfour de 1981 à 1983, date à laquelle il jeta l'éponge devant la passivité du gouvernement central face aux menaces de famine. D'autres, comme Ali Hassan Taj ed-Din (Masalit)²⁰, auront un cheminement analogue. Ali el-Hajj Mohamed (Bornou), déjà un Frère musulman au moment de la formation de ce groupe, fit carrière au sein de l'organisation de Hassan el-Tourabi et est aujourd'hui le numéro deux en exil du Congrès national populaire. Mais il faudrait également citer Mohamed Saleh al-Faki (Awlad Massa), Mohamed Tayyeb Zein ed-Din (Berti), Mohamud Muse Mohamud (Berti) Abdirahman Bishara (Zaghawa), Mohamed Aden Shanaib (Zaghawa), Yahya Mohamed ed-Din (Masalit)²¹.

18. Un élément de plus qui dénote une impréparation politique. Comme le disait l'un des sympathisants de ce mouvement à Khartoum, en mai 2004 : « Libérer le Darfour, mais de qui ? Cette région n'est occupée par personne... »

19. On peut les consulter sur plusieurs sites Internet : <<http://www.darfurinfo.org/>>, <<http://www.sudantribune.com/>> ou sur la liste Sudan-L déjà citée (message de Mohamed Nagi, le 14 mars 2003).

20. Ce dernier fit aussi carrière au sein du parti Oumma et, proche du cousin de Sadeq, Moubarak al-Fadel al-Mahdi, fit scission avec lui en 2002 pour travailler avec le Congrès national. Il est, à l'été 2004, l'un des conseillers présidentiels et fait partie des négociateurs du côté gouvernemental.

21. Liste sans doute à compléter. Nombre de ces personnes ont eu des charges officielles à différents moments et certains comme Mohamud Muse Mohamud, universitaire, sont encore députés au Parlement dans les rangs du Congrès national.



Le FDD, créé dans la fièvre du renversement de la dictature militaire en 1964, entendait être un groupe de pression en faveur de la région d'origine de ses membres, plutôt qu'une organisation politique au sens intégral du terme. Comme c'est un regroupement d'instruits, les membres arabes sont peu nombreux dans sa direction : le vice-secrétaire général est habbaniyya et le trésorier appartient à une toute petite tribu arabe du Sud-Darfour. Cela s'explique aussi par la volonté du parti Oumma de conserver le monopole de l'expression politique régionale, d'autant que l'idée d'une rivalité (ou d'une insatisfaction) envers lui transparaisait assez clairement dans le discours de ces instruits, mais les réunions du FDD dans la capitale eurent souvent lieu au club Rizeigat. L'organisation de la vie politique soudanaise ne reconnaissait pas d'espace à une telle organisation sans base sociale propre et, si ce groupe se maintenait, son activité publique aura été minimale. Cependant, le FDD avait un réel impact sur l'ouverture d'écoles privées et de bibliothèques au Darfour pour pallier les déficiences du système public.

La situation évolua avec la nomination d'Ahmed Diraige à la tête de la région en 1981. Pour la première fois depuis la déposition par les Britanniques du dernier sultan four Ali Dinar, on avait une administration des « enfants du pays » conduite par un Four. Les témoignages sur son passage aux affaires sont contradictoires. Pour beaucoup, cette méthode de gouvernement a considérablement aiguisé l'ethnisation de l'administration locale et donc produit des effets plutôt négatifs à moyen terme, malgré la qualité de l'homme. D'autres, au contraire, mettent l'accent sur le sabotage de sa politique à l'intérieur même de son équipe par ceux qui, profitant d'un meilleur accès au pouvoir central à Khartoum, ne voulaient pas abandonner des privilèges indus.

Les élections de 1986 marquèrent l'ascendant du parti Oumma sur cette région : il y fit élire 34 de ses 99 députés et le FNI rafla les trois autres sièges à l'autre grand parti traditionnel. Ces résultats traduisaient une profonde continuité historique : depuis la participation au soulèvement mahdiste contre la puissance ottomane jusqu'à ces années, le parti Oumma fonctionnait comme une institution totale car la quasi-confrérie religieuse, les Ansar, qui en est le soubassement social, organisait la vie religieuse, les leaders traditionnels, l'administration locale et l'espace public.

Mais ce sont alors les islamistes qui passèrent à l'offensive, et ce pour plusieurs raisons. D'une part, l'islam pratiqué dans cette région du Soudan, à la très notable et importante exception des Four, est très dépouillé et n'est donc pas très éloigné de celui des islamistes, polarisé par le salafisme. D'autre part, le parti de Hassan Tourabi était un véritable vecteur de modernité alors que les dirigeants Oumma commirent de nombreuses erreurs. Ils refusèrent notamment de coopter des jeunes après le soulèvement de 1985 à des postes

de responsabilité et ne déploierent aucune ressource nouvelle dans une région qui en manquait tant. Les islamistes, quant à eux, investissaient, recrutaient dans les écoles, chez les petits commerçants, fournissaient des services et aidaient aussi les jeunes lycéens diplômés à s'insérer dans les universités de la lointaine capitale. Cette politique allait être décuplée après 1989, au point que certains affirment qu'une bonne partie des services de sécurité du nouveau régime a été recrutée dans cette région.

Tourabi capitalisa d'ailleurs ce succès lorsqu'il fut mis en difficulté au sein du Congrès national, entre décembre 1998 et septembre 1999 : ce furent les délégués du Darfour qui lui permirent de l'emporter sur les autres caciques du parti lors du congrès du mouvement, en septembre 1999, et qui lui redonnèrent, pour quelques mois, la direction du parti gouvernemental. Cependant, cette réussite était partielle et non dénuée de critiques acides vis-à-vis de son mouvement. Entre l'accumulation de promesses et leur réalisation, il y avait tout un univers. Le financement des fameuses universités régionales fut minime ; la construction de la route qui devait permettre de relier el-Fasher à Khartoum en toute saison s'était rapidement arrêtée et les fonds avaient disparu ; les investissements de l'État demeuraient pratiquement inexistant dans le système de santé, etc.

Il est difficile d'avoir des certitudes sur l'émergence des deux mouvements. Ce qui suit est basé sur des entretiens avec des dirigeants et leurs proches, ou avec des sympathisants : c'est une construction rationalisée à partir de récits souvent contradictoires. Le crédit à y apporter doit rester mesuré.

Le MEJ est sans doute celui des deux mouvements dont la constitution a été la plus réfléchie. Lorsqu'en décembre 1999 Tourabi est démis de ses fonctions dans l'appareil d'État et dans le Congrès national, le doute s'installe sur la stratégie à adopter : constituer le Congrès national populaire (cela sera fait quelques mois plus tard), certes, mais l'arrestation de Tourabi en février 2001 marque l'échec prévisible de cette stratégie. Dès le printemps 2000, un opuscule fait beaucoup de bruit à Khartoum et sa diffusion est interdite : il s'agit du *Livre noir*²² qui recense les différents aspects de la présence de Darfouriens dans l'appareil d'État et entend ainsi démontrer la marginalité de cette région. Qui en sont les rédacteurs ? Ali el-Hajj, éminente figure politique du Darfour, Khalil Ibrahim Mohamed, le futur président du MEJ, ou des cadres moins connus du Congrès national populaire ? Cette phase constitue l'amorce du MEJ, qui a d'ailleurs mis l'ouvrage en ligne sur son site Internet.

22. Évidemment disponible sur le site Internet du MEJ, <<http://www.sudanjem.com/>>. Voir le commentaire fait par l'auteur et Mohamed Nagi dans *Critique internationale*, n° 12, juillet 2001.



Le MEJ, lorsqu'il apparaît, est donc rapidement perçu comme une émanation du parti de Tourabi, une accusation niée avec la plus grande énergie jusqu'à aujourd'hui. De nombreux faits militent pourtant en faveur de cette thèse. Il y a d'abord l'histoire politique de son dirigeant, Khalil Ibrahim Mohamed : militant du FNI avant son officielle dissolution en 1989, ministre de l'Éducation au Darfour dans les années 1990, mais aussi, selon certains²³, responsable des services de sécurité chargé notamment de la surveillance des Zaghawa au Tchad et de l'organisation des Forces de défense populaire au Darfour. Cet engagement politique est partagé également par de nombreux cadres de son mouvement. Remarquable est aussi la sympathie affichée à tout propos par le vieux dirigeant islamiste après sa libération, en octobre 2003, jusqu'à son retour en prison en mars 2004, envers cette organisation, comme est peu commun son appel aux cadres de sa propre organisation pour qu'ils rejoignent le MEJ. Faut-il ajouter que des financiers de son mouvement versent également leur obole au MEJ ? Un autre élément plus contourné peut également conforter cette vue. Lors de sa libération, Tourabi défend l'idée d'un mouvement islamiste plus décentralisé et mieux inscrit dans les réalités régionales du Soudan : le MEJ serait-il le produit d'un *aggiornamento* décentralisateur du Congrès national populaire ?

Mais d'autres éléments invitent à nuancer l'adhésion à une telle thèse. Il y a d'abord les dénégations répétées des dirigeants et de leurs proches : s'ils se ralliaient purement ou simplement au Congrès populaire, ils en payeraient le prix. Khalil lui-même explique que la crise entre Tourabi et le vice-président Ali Osman Mohamed Taha a été un choc et a provoqué son éloignement d'abord en Hollande, pour achever ses études de médecine, puis au Tchad, en 2001, pour rédiger les premiers textes de son organisation²⁴. Il y a ensuite la nature du recrutement de ce parti : même s'il prétend regrouper les marginalisés du Darfour, ses recrues à l'intérieur sont pour l'essentiel des Zaghawa du sous-groupe Kobe dont est issu Khalil lui-même. Quelques observateurs notent également son origine familiale – un lien direct avec le sultan de Tine – qui lui donne un capital social conséquent et une reconnaissance des deux côtés de la frontière tchado-soudanaise, d'autant que sa mère est la sœur de celle d'un demi-frère d'Idriss Deby. Il est douteux, au Soudan comme ailleurs, qu'un mouvement armé construit sur des bases ethniques aussi limitées puisse exister par la seule référence à une idéologie, islamiste ou autre. Lors de toutes les discussions politiques, jamais aucune mention des motifs idéologiques traditionnels des islamistes (charia, État islamique, hostilité vis-à-vis des États-Unis) n'a réellement épilé les propos des cadres du MEJ. De plus, l'autre mouvement, le MLS/ALS, qui se déclare très proche de l'APLS, collabore avec lui : cela suggère également que, sur le terrain, ces questionnements idéologiques

n'ont pas un réel ancrage. Les discussions politiques en cours à N'Djamena, Addis-Abeba, Asmara et Genève n'accréditent pas non plus l'idée d'un mouvement acquis aux valeurs islamistes.

On peut donc imaginer de nombreux scénarios. Celui auquel nous souscrivons à l'été 2004 est le suivant : le MEJ est né notamment d'une impulsion initiale de Tourabi et s'est autonomisé de façon croissante à la faveur de son succès au Darfour. Il fournit également une possibilité de reclassement pour les élites darfouriennes du Congrès populaire dans la mesure où l'existence de leur parti est de plus en plus précaire, compte tenu de l'emprisonnement de son dirigeant. Sans doute, le débat sur le lien avec un projet islamiste serait relancé si Hasan el-Tourabi se retrouvait à nouveau au centre de l'échiquier politique. Mais il faudrait alors considérer la tension entre les solidarités ethniques, très fortes au Darfour, et les idéologies politiques.

Le MLS/ALS est sans doute encore plus singulier. C'est le plus important des deux mouvements, il recrute essentiellement au sein des Zaghawa Twer, des Four et des Masalit. Une telle présentation est un peu trompeuse car elle laisse entendre une coordination initiale, un projet commun, alors que nombre d'éléments indiquent en fait que différents groupes se sont peu à peu rassemblés autour d'une plate-forme commune. Les données de première main sont rares. Il semblerait – avec toutes les précautions d'usage – que ce mouvement plus que le MEJ reflète une greffe horizontale et verticale. À la base de l'ALS, il y aurait, en effet, trois phénomènes de nature radicalement différente. Le premier est le retour au Tchad des Zaghawa Twer et leur disponibilité à en découdre pour se défendre face à des « incursions » de groupes arabes liés souvent à leur passé tchadien. Le deuxième est le retour à la faveur du cessez-le-feu d'octobre 2002 de combattants darfouriens de l'APLS qui, sachant la guerre terminée au Sud et la situation de plus en plus problématique chez eux, décident de rentrer. On ne peut exclure une incitation des dirigeants de l'APLS au-delà d'une aide en munitions attestée. Enfin, il y a l'essentiel, la dégradation de la situation au Darfour.

Le mouvement existe et est centralisé par le discours politique de dirigeants en qui les chefs militaires se reconnaissent par défaut plus que par affinité, peut-être d'ailleurs comme pour le MEJ. Le président, Abdel Wahid Mohamed Ahmed Nour, qui a fréquenté l'école secondaire à el-Fasher avant d'aller finir

23. Entretiens, Khartoum, mai 2004. Voir également l'entretien de Mustapha Ismaël, ministre des Affaires étrangères soudanais au journal *Le Monde*, 22 juin 2004.

24. Entretiens avec Khalil Ibrahim Mohamed, Paris, mars 2004, et Djibril Ibrahim Mohamed, Dubaï, juin 2004.



ses études de droit à Khartoum, n'a pas un passé politique très substantiel, à l'exception sans doute d'une sympathie estudiantine pour le Parti communiste soudanais, un élément d'appréciation peu signifiant compte tenu de sa génération. Mini Arkoi Minawi, le secrétaire général qui est un Zaghawa, est pratiquement un inconnu. Certains cadres militaires du mouvement pourraient, à la limite, avoir une expérience politique plus grande dans la mesure où ils ont combattu avec Deby et se sont retrouvés pendant quelques années au Tchad (y compris dans la garde présidentielle), ou au Sud-Soudan, ou dans les monts Nouba avant de rentrer chez eux.

Le scénario qui apparaît à ce jour le plus crédible serait donc le suivant : sur le terrain même, on a des escarmouches qui associent Four et Zaghawa (peut-être même, comme le disent certains, vivant dans les mêmes villages) contre des ennemis communs, ainsi que, plus vers la zone frontalière, les Masalit. L'ALS est donc déjà dans son noyau une organisation assez déliée : on peut la voir comme une mise en réseau de groupes d'autodéfense avec toutes les implications que l'on peut imaginer sur la coordination interne, le degré de politisation, la capacité d'exprimer des revendications communes au-delà de grandes généralités. Des élites marginalisées du Darfour décident de s'impliquer alors que les tourabistes évoquent déjà dans les cercles darfouriens une possible révolte. Cet engagement est aussi consécutif aux nombreuses arrestations des instruits au Darfour et à Khartoum – Abdel Wahid fut lui-même arrêté pendant plusieurs mois avant de rejoindre le mouvement – et à la mise en place de procédures d'exception pour éliminer tout opposant potentiel²⁵.

Il y a donc la convergence de plusieurs dynamiques. La première est l'hostilité aux islamistes et au régime, car ce mouvement fait peu de cas des différences entre Beshir et Tourabi, et donc la volonté de ne pas voir des élites islamistes capter la représentation régionale alors que les deux sont jugés responsables de la répression qui s'abat sur les lettrés darfouriens et, de façon croissante, sur les populations. La deuxième est la dynamique des affrontements sur le terrain qui incite à une meilleure coordination, à une mobilisation des réseaux urbains pour financer les groupes d'autodéfense et conduit mécaniquement à une implication plus grande d'instruits qui pourraient mieux guider et conseiller les chefs militaires. La troisième est la concomitance des négociations Nord-Sud. Comme pour le MEJ, le fait que le gouvernement négocie avec l'APLS semble indiquer qu'il est temps de s'imposer également dans les discussions : la définition précise du projet politique, au-delà de la critique absolument justifiée de la marginalité du Darfour, viendra plus tard.

L'alliance Four/Zaghawa, manifestée par la présence de Minawi et d'Abdel Wahib aux négociations, est sans doute plus fragile qu'il n'est souvent dit. Non seulement parce que les relations entre les deux dirigeants n'apparaissent

pas toujours très cordiales, mais plus sérieusement parce que les deux groupes se sont combattus avec acharnement dans les années 1980 et que chacun tient sur l'autre un discours ethnique peu chaleureux. Enfin, le régime à Khartoum dispose également de partisans dans les deux communautés et peut mobiliser, comme il le fait depuis le printemps 2004, une frange d'instruits four et de grands commerçants zaghawa pour miner le soutien à la rébellion²⁶.

Comment comprendre l'attitude du gouvernement soudanais ? Il faut d'abord remarquer qu'elle a évolué au cours des événements : à une modération relative au début succède une attitude radicale après mai 2003 ; si l'on peut croire les ONG internationales, c'est un appareil d'État divisé qui fait face à la crise à l'été 2004, certains restant ébahis devant une politique aussi violente et contre-productive, d'autres, au contraire, assumant et voulant maximiser les gains militaires avant de devoir reculer sous la pression internationale.

La volonté de contrecarrer les mouvements insurgés a été dopée par trois considérations cardinales. La première est que ces mouvements sont aidés par l'opposition qui, elle-même, peut s'appuyer sur l'étranger. On doit comparer l'engagement du gouvernement à la ferveur militariste dont il faisait preuve chaque fois que l'APLS prenait pied au Nord-Soudan dans des zones qu'il considérait comme siennes : qu'on pense à Kourmouk ou à Kassala... Dans sa vision, l'APLS (et donc les États-Unis ou les Israéliens) veut ainsi se donner des moyens de pression militaire lors de la mise en œuvre des accords de paix. Le rapport avec les tourabistes, puisque le MEJ est vu comme tel, est aussi dicté par une forte animosité : rien de pire que la haine entre deux frères.

Il y a ensuite un calcul qui se révélera dramatiquement faux. Le gouvernement escompte une réaction de la population de même nature que celle qui avait prévalu lors de l'épisode de Daoud Bowlad : l'apathie. À cause de tous les conflits et des tensions qu'ils ont suscitées après 1996, cette réaction est à l'opposé : la population prend fait et cause pour les insurgés, et ce basculement change la nature de la guerre, précipite le recrutement sur une grande échelle des *janjawid* et la radicalisation des affrontements.

Il y a enfin une inquiétude sur le devenir du régime, ou, plus exactement, sur le rôle de la rente pétrolière dans son maintien aux affaires. L'accord avec l'APLS est politiquement une victoire de Khartoum mais symboliquement

25. Voir les rapports d'Amnesty International qui, depuis des années, suit la détérioration de la situation au Darfour.

26. Ainsi les pseudo-négociations entre le MEJ et le régime, début juillet, à Paris, provoquées par un grand commerçant zaghawa de Khartoum.



une défaite. Le gouvernement sait que son maintien au pouvoir est lié à sa capacité à faire basculer les élites rurales de son côté lors des élections, un peu plus de deux ans après la mise en œuvre officielle des accords de paix. L'usage le moins conditionnel de la rente est donc indispensable. Si ces élites venaient à bénéficier d'un accès indépendant à des ressources significatives, par un accord de même nature que celui signé avec l'APLS mais pour leur région, elles pourraient faire preuve d'une tout autre indépendance, opter peut-être pour le gouvernement, mais aussi pour d'autres partis dans un champ politique à nouveau concurrentiel. En s'opposant ainsi aux insurgés du Darfour, le gouvernement maintient la centralité du pouvoir à Khartoum comme vecteur d'allocation de ressources et peut espérer entretenir le légitimisme.

Au début phénomène périphérique dans la grande recomposition politique soudanaise, le conflit au Darfour paraît avoir ramené jusqu'à un certain point le régime soudanais à sa situation de 1996 : le Conseil de sécurité des Nations unies statue et ses résolutions sont sous chapitre VII. Certains États évoquent leur disponibilité pour fournir des soldats dans le cadre d'une intervention internationale. Pourtant, les ambiguïtés sont beaucoup plus grandes qu'il n'y paraît.

Le discours humanitaire n'est pas d'une absolue cohérence, comme l'atteste l'attitude du gouvernement américain qualifiant de « génocide » la guerre au Darfour mais n'appliquant pas la Convention internationale dont il est signataire. De la même manière, *mezza voce*, les Nations unies font savoir que les États envoient leurs ministres, multiplient les déclarations mais oublient de financer l'opération humanitaire à la hauteur de leurs promesses publiques²⁷.

Sur le terrain, la situation est plus confuse. L'aide arrive, mais les vraies questions se poseront à l'automne lorsque les taux de mortalité au sein des déplacés vont monter en flèche. Leur rapatriement forcé, comme l'enrégimentement des *janjawid* dans l'armée ou la police gouvernementales, est une manière pour le gouvernement de recouvrir d'un voile fort peu pudique une crise où sa responsabilité est essentielle.

Contrairement à 1996, pourtant, ce gouvernement n'est pas acculé. Au niveau international, la sainte alliance qui avait si bien fonctionné pour le sauver d'un vote négatif à la Commission des droits de l'homme à Genève s'est reconstituée : la Chine populaire, la Russie et le Pakistan se mobilisent pendant que le monde arabe ne veut voir dans la dénonciation américaine qu'un nouvel épisode de l'« impérialisme libéral » qui justifie au nom du droit et de la morale universelle une intervention en Irak ou en Sierra Leone mais pas en Israël²⁸. Enfin, il y a le pétrole...

Les conséquences de ce conflit dépassent aujourd'hui le Soudan. Le régime tchadien en subira tôt ou tard les effets. D'une part, face à un Idriss Deby qui veut durer et bénéficie du soutien occidental, une partie de l'opposition tchadienne n'imagine plus comme alternative la voie armée, et des contacts existent déjà au Darfour pour convaincre des groupes tchadiens de rentrer avec armes et bagages (et bétail, devrait-on dire). D'autre part, l'attitude de Khartoum pourrait également évoluer rapidement. En effet, une manière de se débarrasser du problème des *janjawid* serait de convaincre ces derniers de traverser la frontière. De plus, la position de N'Djamena sur le conflit s'est distanciée de celle de Khartoum après la tentative de coup d'État de mai 2004. Khartoum, de son côté, regrouperait depuis le printemps des opposants armés à Deby dans le Sud-Darfour et le Darfour occidental pour ramener celui-ci à une attitude plus conforme aux intérêts du régime soudanais. On le voit, à l'aune de ses aspects politiques, militaires et humanitaires, la guerre du Darfour établit un lien entre deux régimes autoritaires désireux de durer sans se réformer.

La déclaration de Mukesh Kapila, le coordinateur des Nations unies, le 22 mars 2003, qualifiant le Darfour de « plus grave crise humanitaire au monde » précipitait un raidissement diplomatique généralisé du monde occidental. Elle redonnait substance aux États-Unis à une alliance hétérogène qui s'était quelque peu délitée avec les négociations en 2002 entre la droite religieuse, les défenseurs des droits de l'homme et le *Black Caucus*. De nouveau, certains rêvent de changement de régime malgré son peu de succès ailleurs. Entre les défenseurs des droits de l'homme, excédés devant la violence de la guerre et la versatilité de la communauté internationale, et les partisans d'un changement radical d'équipe à Khartoum se construit une nouvelle alliance basée sur des faux semblants : sur fond de campagne électorale américaine, la polémique sur le génocide avéré ou non au Darfour laisse béante la question de la citoyenneté et de la géographie politique de l'État pétrolier au Soudan.

La volonté de conclure un processus de médiation sur le Sud-Soudan avant les élections présidentielles américaines est un facteur important, notamment parce que le Soudan est devenu une question de politique intérieure. Mais, sans mise à distance critique des thèses de la droite religieuse et en se focalisant sur l'aspect Nord-Sud comme elle l'a fait, la médiation américaine suivie par les

27. IRIN, *Sudan: Interview with UN's Jan Egeland on the Situation in Darfur*, 5 juillet 2004. Accessible sur le site <<http://www.irinnews.org>>.

28. Voir, par exemple, J. Flint, « A conspiracy of silence in Beirut », *The Daily Star*, 23 juillet 2004.



autres pays occidentaux a repris nombre de thèses développées par les islamistes. Elle a essentialisé un conflit, reconstruit l'identité des protagonistes et donné aux religions universalistes un rôle dans le conflit dont les croyants, de part et d'autre, se seraient sans doute bien passés. Surtout, elle a accepté une géographie du pouvoir et de l'État, une définition de la souveraineté et de la citoyenneté qui sont pour beaucoup dans la crise au Sud-Soudan, mais aussi au Darfour.

En reconduisant un gouvernement et en lui redonnant symboliquement un *quitus* pour les années les plus dures, la médiation a également indiqué que, sauf à parier sur des élections libres et transparentes, il n'y avait pour des contre-élites d'autre choix que de jouer les *spoilers* dans la situation actuelle. C'est ce qu'ont réussi à faire les mouvements insurgés du Darfour, car leur émergence était aussi liée à une forte dégradation de la situation dans leur région et leur garantissait une base populaire qui fait, par exemple, encore défaut au Congrès des Beja dans l'est du Soudan.

Au-delà de ces comportements internationaux, cocktails de naïveté, de compassion et de cynisme électoral, restent l'ampleur des recompositions en cours de la société soudanaise, les effets de la rente pétrolière sur les répertoires de revendication et l'étroitesse du chemin entre la guerre et la paix ■

Roland Marchal
CNRS/CERI